

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 422/Décembre 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2024

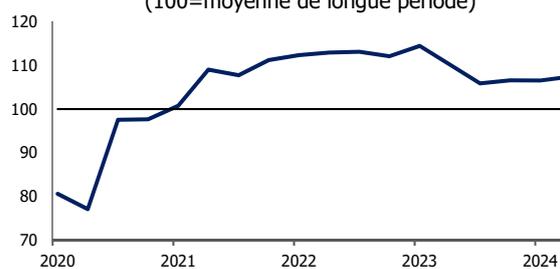
Deuxième trimestre de hausse de suite pour l'ICA

En progression sur l'année, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à 108,5 au troisième trimestre 2024 (+1,1 point par rapport au trimestre précédent), bien au-dessus de sa moyenne longue période. Son amélioration sur le trimestre tient à sa composante future.

Les chefs d'entreprise qui ont répondu au questionnaire de l'IEDOM ont estimé que leur courant d'affaires était correct au troisième trimestre, les incitant à recruter. La hausse de leurs prix de vente leur a permis de consolider leur situation de trésorerie.

Pour le dernier trimestre de 2024, ils anticipent une stabilisation de leur activité et de leur trésorerie.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

© IEDOM/IEOM

Une inflation modérée, portée par les tarifs des transports

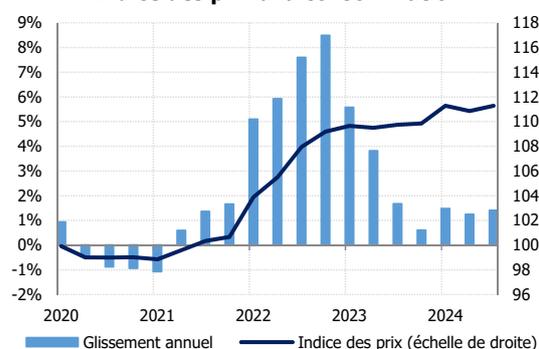
En septembre 2024, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de +1,4 % en glissement annuel, après +1,2 % au trimestre précédent.

La majorité des postes de l'IPC participent à sa hausse, surtout les transports (+2,5 %, après +0,3 % en juin dernier), ainsi que les dépenses liées au logement (+2,1 %) et les tarifs du secteur de l'hôtellerie-restauration (+2,1 %).

L'évolution des prix des produits alimentaires, longtemps génératrice d'inflation, est modérée (+0,7 % contre +4,8 % en septembre 2023).

Enfin, les prix de l'habillement (-1,7 %) et des communications (-3,2 %) s'inscrivent en repli sur la période.

Indice des prix à la consommation



Source : ISPF

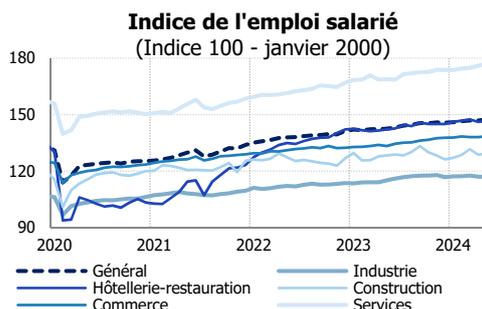
© IEDOM/IEOM

Le marché de l'emploi reste dynamique

Au troisième trimestre 2024, l'indice de l'emploi salarié marchand progresse de 2,3 % en glissement annuel, grâce aux secteurs des services (+3,1 %), du commerce (+2,9 %) et de l'hôtellerie-restauration (+1,9 %).

Sur les neuf premiers mois de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois diminue en moyenne d'un millier (9 400 en 2024 contre 10 300 entre janvier et septembre 2023).

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEOM, les prévisions d'embauches des entreprises répondantes restent bien orientées pour le prochain trimestre.



Sources : CPS, ISPF

© IEDOM/IEOM

Le salon de l'automobile soutient la consommation des ménages

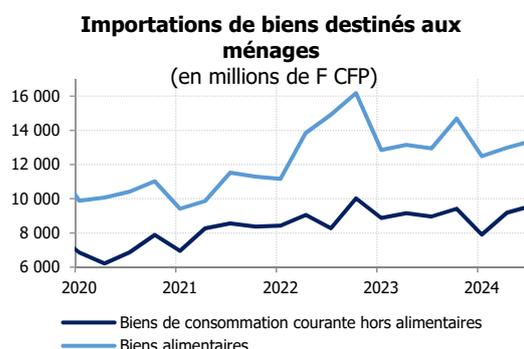
Selon les professionnels du commerce participant à l'enquête de conjoncture de l'IEOM, l'activité du secteur est stable au troisième trimestre.

Alors que les importations de biens alimentaires diminuent de 3,1 % (CVS) sur le trimestre, celles des biens de consommation hors alimentaires progressent de +6,1 % (CVS).

C'est le salon de l'automobile, de retour après quatre ans d'interruption, qui dope les achats des ménages. Le nombre de véhicules neufs immatriculés bondit de 20,7 % (CVS).

De janvier à septembre 2024, la production cumulée de prêts à la consommation s'établit à 42,5 milliards de F CFP, en hausse de 5,0 % sur un an.

Malgré tout, les dirigeants du commerce se montrent plutôt pessimistes sur leur activité en fin d'année et leur situation de trésorerie.



Sources : ISPF, Douanes

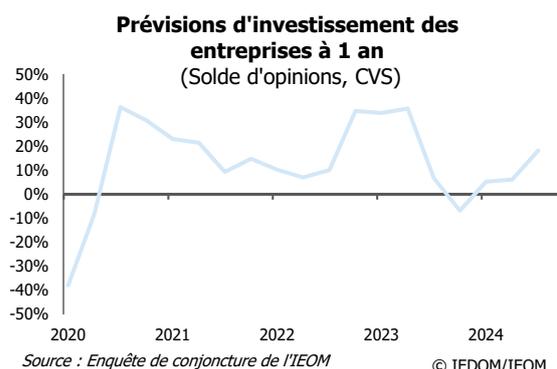
© IEDOM/IEOM

L'investissement des entreprises est bien orienté

Au troisième trimestre 2024, l'investissement est soutenu par les entreprises, tandis que les ménages se montrent plus réservés. De l'enquête de conjoncture de l'IEOM, il ressort que les prévisions d'investissement à un an des chefs d'entreprise interrogés restent bien orientées.

Les importations de biens d'équipements professionnels sont en hausse au troisième trimestre 2024 (+12,5 % CVS), de même que les immatriculations de véhicules utilitaires, dans une moindre mesure (+1,8 %, CVS).

L'investissement des ménages, en revanche, est en baisse. La production de prêts immobiliers diminue de 7,9 % en glissement annuel au troisième trimestre 2024, après -22,2 % au trimestre précédent. Rebutés par les prix élevés de l'immobilier, les ménages sont dans l'expectative d'une répercussion de la baisse des taux directeurs sur le coût du crédit.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

© IEDOM/IEOM

Un trimestre assez correct pour l'ensemble des secteurs

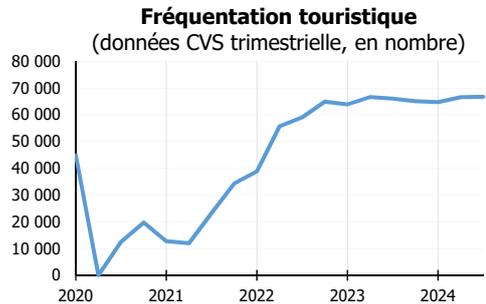
L'activité se maintient dans le tourisme

Au troisième trimestre 2024, 73 400 touristes sont venus en Polynésie française, soit 1 % de plus qu'un an auparavant.

L'afflux en provenance d'Europe hors France (+15 % sur un an) permet de compenser la baisse des principaux marchés émetteurs. La fréquentation nord-américaine (40 % du total) est ainsi en retrait de 2 %, dans un contexte de pré-électorat aux États-Unis. Le nombre de touristes français, qui représente un tiers du total, est en repli de 3 % en glissement annuel. Quant à la clientèle calédonienne, elle enregistre -19 %, conséquence de la crise du pays depuis mai 2024.

Les hôteliers qui ont répondu à l'enquête de l'IEOM témoignent d'une activité stable au troisième trimestre 2024. Le coefficient moyen de remplissage est en recul, 75 % contre 79 % un an plus tôt, mais le revenu moyen par chambre disponible se maintient entre 55 000 et 60 000 F CFP.

Les dirigeants de l'hôtellerie escomptent un regain d'activité pour le dernier trimestre 2024, mais se montrent prudents dans leurs prévisions d'investissement à l'horizon des douze prochains mois.



Source : ISPF

© IEDOM/IEOM

De bons résultats mais des préoccupations dans le secteur secondaire

Les professionnels du BTP interrogés à l'occasion de l'enquête conjoncturelle de l'IEOM témoignent d'une activité stable au troisième trimestre.

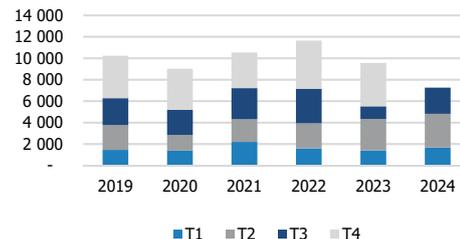
Au-delà des Jeux Olympiques, les travaux publics tirent parti de chantiers structurants (eau, assainissement, énergies renouvelables). Au troisième trimestre 2024, les dépenses liquidées par la Direction de l'équipement atteignent 2,4 milliards de F CFP, doublant par rapport au troisième trimestre 2023.

Les importations de matières premières sont en hausse sur un an (en volume, +10 % pour le ciment, +58 % pour le carrelage, +49 % pour le bois), illustrant le dynamisme du bâtiment. Pourtant, les professionnels du secteur sont préoccupés pour la période à venir, notamment dans le logement social ou l'hôtellerie, suite à la révision des dispositions réglementaires relatives à la défiscalisation. Ils rappellent également les freins aux projets liés aux délais de délivrance des permis de construire.

Les dirigeants de l'industrie, quant à eux, se montrent plutôt satisfaits de leur activité au troisième trimestre, mais plutôt pessimistes pour les derniers mois de l'année.

Dépenses liquidées de la Direction de l'Équipement

(données brutes, en millions de F CFP)



Sources : Dir. Equipement

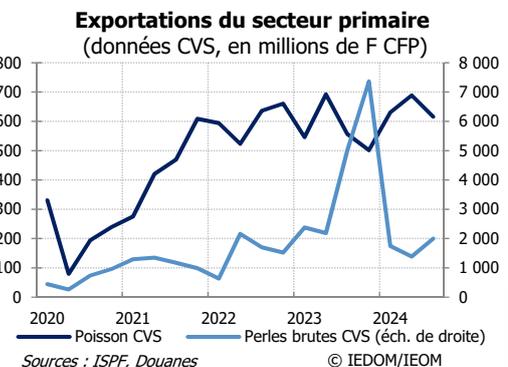
© IEDOM/IEOM

Des tendances divergentes dans le secteur primaire

Au troisième trimestre 2024, les exportations de perles de culture brutes représentent 1,5 milliard de F CFP (+44,1 % CVS) pour un total de 1,9 tonne (+4,1 % CVS).

De leur côté, les exportations de poissons et crustacés, 650 millions de F CFP au troisième trimestre, s'infléchissent de 10,6 % CVS en rythme trimestriel.

Les recettes des ventes de vanille à l'export sont au niveau le plus bas depuis juin 2021, à 76 millions de F CFP (-37,2 % CVS) pour 1,5 tonne de vanille exportée (-33,4 % CVS).



Sources : ISPF, Douanes

© IEDOM/IEOM

UNE CROISSANCE MONDIALE STABLE MAIS DECEVANTE

Le FMI anticipe pour l'exercice 2025 une inflation à 3,5 %, sous la moyenne observée de 2000 à 2019, à 3,6 %. L'inflation mondiale reflue sous les effets conjugués de politiques monétaires plus restrictives et de la réorganisation des chaînes d'approvisionnement. Ceci n'a pas obéré la résilience de l'économie mondiale, dont les estimations de croissance en 2023 restent stables, à 3,3 %, contre 3,1 % en janvier 2024. Une croissance comparable, 3,2 %, est anticipée pour les exercices 2024 et 2025. Bien que stable, la croissance de l'économie globale reste décevante, en raison notamment de gains de productivité limités.

Le FMI a révisé à la hausse son estimation de croissance du PIB américain, à 2,9 % en rythme annuel en 2023. Le FMI confirme ses anticipations de ralentissement de la croissance aux Etats-Unis lors des exercices 2024 et 2025, ralentissement cependant moins brutal qu'annoncé en avril 2024. Les projections pour les exercices 2024 et 2025 ont ainsi été rehaussées, à 2,8 % et 2,2 %, contre 2,1 % et 1,7 % respectivement.

Le FMI maintient globalement ses anticipations de croissance dans la zone euro pour les exercices 2024 et 2025, à 0,8 % et 1,2 % respectivement. Les disparités précédemment observées entre les économies de la zone demeurent en 2024. Aux anticipations de croissance soutenue dans les pays d'Europe méridionale (Espagne, Portugal, Grèce, avec des taux de croissance proches ou supérieurs à 2,0 %) s'opposent la contraction ou la stagnation de certaines économies nord-européennes (Allemagne, Autriche, Irlande, Finlande, avec des taux de croissance négatifs ou nuls). L'exercice 2025 verrait toutefois l'ensemble des économies de la zone renouer avec la croissance.

L'INSEE rapporte une légère accélération du PIB français au troisième trimestre 2024, à +0,4 % contre +0,2 % au trimestre précédent, à la faveur d'un « effet Jeux Olympiques ». Cette accélération est portée tant par la demande intérieure - qui contribue à la hausse du PIB à hauteur de +0,2 points à la faveur d'un rebond de la consommation des ménages - que par le commerce extérieur et la variation des stocks, à +0,1 points chacun. Le FMI anticipe une croissance de 1,1 % pour l'exercice 2024, anticipation en hausse de 20 points de base par rapport à celle communiquée en juillet 2024.

L'économie japonaise souffre de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement et l'essoufflement des relais de croissance qui l'avaient soutenue en 2023, tels que le tourisme. Le FMI a de nouveau révisé à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie nipponne pour l'exercice 2024. Celles-ci s'établissent désormais à 0,3 %, contre 0,7 % en juillet et 0,9 % en avril.

Les pays émergents ont connu des trajectoires contrastées en 2023. Leur croissance a été soutenue en Asie (+5,7 %), tirée notamment par l'Inde (+8,2 %), la Chine s'affichant en léger retrait par rapport à cette moyenne (+5,2 %). La croissance des économies émergentes a été moins dynamiques sur les autres continents, s'établissant à 3,3 % en Europe, 2,2 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2,1 % pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale et 3,6 % pour l'Afrique sub-saharienne. Les rythmes de croissances anticipés par le FMI pour ces économies en 2024 sont globalement alignés avec ceux observés en 2023.

Sources : FMI, INSEE

UNE CROISSANCE A DEUX VITESSES DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Pour la région Asie-Pacifique, le FMI s'attend à une croissance forte de 4,6 % en 2024 (5,0 % en 2023), qui ne concernera ni l'Australie (+1,2 %), ni la Nouvelle-Zélande (0,0 %). L'inflation devrait ralentir, +2,2 %, après +2,6 % l'année précédente, et conduire à des politiques monétaires moins restrictives.

Depuis 11 trimestres consécutifs, l'économie **australienne** progresse (+0,2 % au deuxième trimestre 2024, après +0,2 % au premier trimestre). Malgré un ralentissement de la demande intérieure (+0,3 %, après +0,8 % au trimestre précédent), dû à une baisse de la consommation des ménages (-0,2 %), cette dynamique se prolonge grâce à une augmentation des exportations (+0,5 %) conjuguée à une réduction des importations (-0,2 %). Le taux de chômage est stable à 4,1 % et l'inflation recule, comme le montre l'évolution de l'indice des prix à la consommation (+2,8 % au troisième trimestre, après +3,8 % au précédent). Malgré cela, la Reserve Bank of Australia n'a pas modifié son principal taux directeur, le cash rate (4,35 %), estimant que l'inflation sous-jacente demeure trop élevée (+3,5 %).

En **Nouvelle-Zélande**, l'activité ralentit au deuxième trimestre (-0,2 % en glissement trimestriel, après +0,1 %). Cette évolution s'explique par une demande intérieure modérée (+0,4 % de consommation des ménages et +0,6 % de dépenses publiques) et des investissements moindres (+0,3 % au deuxième trimestre, après +3,1 % au 1^{er} trimestre). Le commerce extérieur contribue positivement au PIB, les importations diminuant plus rapidement que les exportations, respectivement -2 % et -0,8 %. Le marché du travail se dégrade, le taux de chômage atteignant 4,8 % en septembre (+0,2 % depuis juin). Mais, signe du relâchement des tensions inflationnistes, la hausse de l'indice des prix à la consommation s'affiche à +2,2 % en septembre, après +3,3 % en juin. Ceci a conduit la RBNZ (Reserve Bank of New Zealand) à assouplir sa politique monétaire ; le 9 octobre, elle a réduit l'OCR, son principal taux directeur, de 0,5 point de base, à 4,75 %.

Le PIB de l'**Indonésie** croît de 5 % au troisième trimestre en glissement annuel, après +5,1 % au trimestre précédent. En rythme trimestriel, la croissance est de 1,5 %, après +3,8 % au deuxième trimestre, en raison d'un recul de la consommation des ménages (-0,5 %), des dépenses publiques (-0,7 %) et d'une augmentation des importations supérieure à celle des exportations, respectivement +9 % et +8,1 %. Les investissements, pour leur part, restent soutenus, +8,5 % au troisième trimestre. Le taux de chômage s'établit à 4,9 % en août (+4,8 % en février) et le taux d'inflation du pays poursuit sa décélération, +1,8 % en septembre, après +2,5 % en juin. La banque centrale a cependant maintenu son principal taux directeur à 6,25 %.

Selon les estimations d'octobre de la Reserve Bank of Fiji, la croissance du PIB devrait être de +2,8 % en 2024, portée par le secteur du tourisme ; sur les neuf premiers mois de l'année, près de 733 000 visiteurs sont venus à **Fidji** (+6,3 % sur 1 an). Le secteur de l'industrie est également dynamique sur la période, notamment la production d'or (+32,3 %), de copeaux de bois (+18,2 %) et d'électricité (+11 %). La robustesse de la demande des ménages se traduit par une hausse des recettes de TVA (+39,7 % de janvier à septembre en glissement annuel, des immatriculations de véhicules (+18,1 %) et des prêts à la consommation (+25,5 %). L'investissement est bien orienté, comme le montre la progression de +25,9 % en rythme annuel des crédits en cumul depuis janvier. Enfin, l'inflation reflue : après un pic en avril (+7,1 %), l'indice des prix à la consommation enregistre +4,2 % en septembre 2024. Par conséquent, la Reserve Bank of Fiji a décidé en octobre dernier de conserver son principal taux directeur, l'Overnight policy rate (OPR), à 0,25 %.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji